

L'IMMIGRATION : QUELS IMPACTS ÉCONOMIQUES POUR LES ZONES DE DÉPART (CAS DU MALI) ?

Souleymane SANOGO

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali

ssanogo@hotmail.com

Résumé : Cet article aborde le débat sur la migration qui n'a jamais été aussi ardent, à la fois dans la classe politique, mais aussi dans l'opinion publique. La pauvreté et la recherche d'un lendemain meilleur poussent le plus souvent les individus à une mobilité sociale. Afin d'améliorer leurs conditions d'existence, les usagers migrent vers d'autres zones ou des pays étrangers. Les économistes restent partagés par rapport aux différents résultats de recherches sur l'impact de l'immigration qui demeure un sujet sensible et d'actualité. Les néo-classiques ont montré qu'un afflux d'immigrés est équivalent à un choc d'offre de travail, qui, si le marché du travail est suffisamment flexible, est facilement absorbé au bout d'un court laps de temps. Mais la réalité est autrement plus complexe, puisque certaines rigidités nécessaires ralentissent les ajustements et créent donc des situations de chômage. Des économistes ont alors essayé d'estimer l'impact de l'immigration sur le PIB et sur le marché du travail, mais les conclusions divergent fortement. Il est à retenir qu'au Mali l'immigration a un impact positif sur la croissance économique du pays d'origine. Les transferts de fonds de la diaspora sont estimés en 2017 à plus de 500 milliards de francs CFA. Dans la région de Kayes au Mali, la contribution des migrants dans la mise en place des infrastructures de base (écoles, centre de santé, mosquées, approvisionnement en eau potable) est dans l'ordre des 60% des cas à l'actif des associations migratoires. Mais il ressort que les régions de Kayes et de Sikasso sont fréquemment dépourvues de leurs mains d'œuvres potentielles ce qui est défavorable pour la croissance de la production même si elle est financée.

Mots-clés : immigration, PIB, marché du travail, croissance.

IMMIGRATION: WHAT ECONOMIC IMPACT FOR THE DEPARTURE AREAS (CASE OF MALI) ?

Abstract : This article discusses the debate on migration, which has never been so heated, both in the political class and in public opinion. Poverty and the search for a better future often drive individuals to social mobility. To Improve their living conditions, users migrate to other areas or foreign countries. Economists remain divided on the various research results on the impact of immigration, which remains a sensitive and topical subject. Neoclassical economists have shown that an influx of immigrants is equivalent to a labor supply shock, which, if the labor market is sufficiently flexible, is easily absorbed after a short period. But the reality is more complex since certain necessary rigidities slow down the adjustments and thus creates unemployment situations. Economists have therefore tried to estimate the impact of immigration on GDP and the labor market, but the conclusions differ widely. In Mali, immigration has positively impacted economic growth in the country of origin. Remittances from the diaspora were estimated in 2017 at more than 500 billion CFA francs. In Kayes region of Mali, the contribution of migrants in the establishment of basic infrastructure (schools, health centers, mosques, drinking water supply) is about 60% of cases to the credit of migrant associations. However, it appears that the regions of Kayes and Sikasso are frequently deprived of their potential labor force, which is unfavorable for the growth of production, even if it is financed.

Keywords : immigration, GDP, labor market, growth.

Introduction

Le Mali est un pays continental faisant frontière avec sept pays de l'Afrique de l'Ouest. Sa position géographique et ses frontières perméables partagées avec ses voisins, combinées à son histoire, placent le Mali au centre des différentes dynamiques des flux migratoires. Historiquement, la migration malienne était transfrontalière et saisonnière en direction des pays voisins tels que la Côte d'Ivoire, le Sénégal, etc. Les flux migratoires ont augmenté au cours des dernières décennies tout comme l'intérêt pour leurs répercussions sur les économies d'accueil. Les déterminants de la migration étaient entre autres la quête du numéraire servant à payer l'impôt pour le colonisateur, la dote de mariage du migrant ou d'un parent et à couvrir d'éventuels besoins de l'économie domestique. Face au défi démographique, avec une croissance annuelle de la population qui est de 2,6%, le chômage, la pauvreté et l'absence de perspective professionnelle constituent aussi des facteurs déterminants qui poussent les jeunes à chercher à partir à tout prix de leur zone d'origine. Avec les politiques d'ajustement structurels initiées au début des années 1980 par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM), tous les secteurs productifs de l'économie formelle sont touchés par les sorties massives d'actifs du Mali. L'un des phénomènes marquants de notre ère est sans doute la grande mobilité des hommes sur la planète, et notre pays le Mali n'est pas en marge de ce phénomène de mobilité des hommes. Au Mali, le phénomène migratoire se caractérise par son historicité, son ampleur et sa complexité. La migration malienne est séculaire et concerne toutes les régions du pays (Gary-Toukara, 2008; Lecomte, 2009; OIM, 2009). Les deux types de migration interne et internationale coexistent depuis fort longtemps. Majoritairement masculine et adulte à ses débuts, cette migration malienne s'est féminisée et rajeunie au fil des années (Quiminal, 1991). Diverses sources statistiques fournies par l'Enquête Malienne sur la Migration et l'Urbanisation réalisée en 1996 dans le cadre du Réseau Migration et Urbanisation en Afrique de l'Ouest (REMUAO), le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2009 soulignent que plus de 50% des migrants internes sont âgés de moins de 30 ans. Les tranches d'âges les plus concernées par la migration interne sont les 10-14 ans, les 15-19 ans et les 20-24 ans (CERPOD, 1996; OIM/UNICEF 2017). De nos jours, la migration interne est autant développée que la migration internationale. Le phénomène touche aussi bien les femmes que les hommes. Les jeunes sont plus concernés (10 à 35 ans) par la migration à cause du chômage et des conditions misérables de vie que les personnes âgées.

Au Mali, la migration est devenue un phénomène de mode pour certaines ethnies comme les sarakolés ou soninkés, les sénoufos, miniankas. Le Mali compte parmi les pays africains pourvoyeurs d'une migration irrégulière à l'assaut de l'Europe et d'autres pays riches. Les gens défient les forêts, le désert, les océans, subissent toutes sortes de calamité à la recherche d'un lendemain meilleur. Les causes de la migration sont multiples et multiformes. Elles peuvent être économiques, politiques, naturelles, éducationnelles, psychologiques, volontaires, etc.

La mauvaise répartition de la richesse mondiale est une des causes de la migration. Il ressort de la revue de la littérature que plus de 80% de l'économie mondiale est détenue par les pays du G20 et le reste est réparti entre les 175 autres pays restant du monde. Les pays de l'Afrique Sud-saharienne où le Mali demeure, sont des pays où aucun ne fait partie du G20. En dehors des causes économiques, il y'a

d'autres raisons qui proviennent des catastrophes naturelles et les effets du changement climatique. Certaines motivations qui poussent les gens à la migration sont relatives aux systèmes éducationnels non adaptés créant une inadéquation Emploi-formation, le chômage, le sous-emploi des résidents, les conflits entre peuples de tous genres, l'insécurité dans la zone de résidence. Les usagers vont à la recherche de formation adéquate, de technologie, d'emploi, d'expérience dans la vie professionnelle, etc.

Ces dernières années, le phénomène de pauvreté a pris tellement d'ampleur que cela a créé une mobilité sociale. La recherche d'une amélioration de la situation de vie précaire pousse le plus souvent les individus à une mobilité sociale afin de prétendre à des conditions d'existence souhaitées. Selon l'organisation Internationale pour les Migrations (O.I.M.) en octobre 2021, un migrant est une personne en déplacement, quels que soient : le statut administratif de la personne (en possession ou non d'un titre de séjour valide) ; le caractère volontaire, ou involontaire, du déplacement ; les motifs du déplacement et la durée du séjour.

Le Mali est un pays marqué par d'intenses mouvements de populations vers l'extérieur. La diaspora malienne constitue une composante importante du capital humain national, un potentiel inestimable en termes d'expertises diverses dans un environnement sociologique connu dont leur rôle est capital. La diaspora malienne en Afrique est estimée à 3,5 millions par la Délégation Malienne des Maliens de l'Extérieur sous le contrôle du Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine (dont près de 2 millions en Côte d'Ivoire) sur les 4 millions qu'elle représente en totalité. Le reste est reparti entre les pays de l'Union européenne, l'Asie et les Etats Unis d'Amérique. Il est à noter que l'essentiel des flux migratoires maliens se dirige vers les pays africains à savoir la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Congo, etc. Au-delà de ce potentiel humain, cette diaspora dispose d'importantes capacités techniques et financières pour l'encadrement et le financement des projets dans leurs pays d'origine. Il est donc important de mettre en relief l'intervention de la diaspora malienne.

Cette dernière décennie est dominée par le débat sur la politique migratoire qui n'a jamais été aussi brûlant, à la fois dans la classe politique, mais aussi dans l'opinion publique. Les économistes restent partagés par rapport aux différents résultats de recherches sur l'impact économiques de l'immigration qui demeure un sujet sensible et d'actualité. Les néo-classiques ont montré qu'un afflux d'immigrés est équivalent à un choc d'offre de travail, qui, si le marché du travail est suffisamment flexible, est facilement absorbé au bout d'un court laps de temps. Certains économistes ont alors essayé d'estimer l'impact de l'immigration sur le PIB et sur le marché du travail, mais les conclusions divergent fortement.

Concernant le PIB, Albis et al (2015) montrent, que l'immigration a un effet positif. Ils ont montré que si le taux de migration (nombre de migrants rapporté à la population totale) augmentait de 1%, alors le PIB par habitant augmenterait lui d'environ 5 euros par personne et par an. Chojnicki (2011) estime l'impact de l'immigration sur la croissance est positif. Deschamps (2013), estime que l'impact de l'immigration sur la croissance est positif. Donc les immigrés stimulent la croissance. Contrairement à ces résultats, Jean et Jimenez (2011) trouvent qu'un apport d'immigrés augmente temporairement le chômage des natifs. Kiguchi (2013) conclut que

l'immigration a un impact négatif sur la croissance. Dans certains secteurs, comme la restauration ou la sécurité, les immigrés représentent près de 30 % des effectifs.

Des économistes ont alors essayé d'estimer l'impact de l'immigration sur le PIB et sur le marché du travail, mais les conclusions divergent fortement. La diaspora est à la base d'une source d'épargne mobilisable pour le financement de projets de développement et d'investissements sociaux ou économiques rentables. Pouvons-nous confirmer que la diaspora malienne contribue au développement du pays ? De façon spécifique, quelle est la part de contribution des maliens résidents à l'extérieur du pays dans les activités de développement de leurs localités d'origine ? Est-ce que les transferts de devises dans les localités d'origine permettent de lutter contre la pauvreté ?

La recherche de la contribution de la diaspora malienne au développement du pays, nous conduit à émettre l'hypothèse suivante : la diaspora est au cœur du développement du Mali à travers leurs activités socio-économiques. Elle contribue à la lutte contre la pauvreté. La réalisation de cette étude nécessite la fixation d'objectifs à atteindre. Il s'agit d'analyser l'impact économique de l'immigration pour le pays de départ (Mali) des dix dernières années. De façon spécifique, faire ressortir la contribution des maliens de l'extérieur par rapport aux activités de développement du pays ensuite évaluer la quantité de transfert de monnaie (devises) effectuée par les maliens de la diaspora. Pour prétendre à l'atteinte de ces objectifs, la démarche suivante a été adoptée.

1. Méthodologie

L'échantillon de l'étude est le Mali qui est le pays de départ pour les migrants. Des données du ministère des maliens résidents à l'extérieur ont été analysées. Les résultats de la statistique descriptive ont été obtenus à l'aide du logiciel Excel. Nous avons procédé à une identification des projets de développement financés par les migrants dans leurs zones de départ. Une large exploitation des documents portant sur l'exode rural ont permis de faire une revue de la littérature.

2. Résultats de recherche

Au regard des dynamiques migratoires maliennes, ce qui retient l'attention est surtout le nombre important de maliens vivant à l'extérieur du pays. Estimée à plus de 4 millions de personnes vivant à l'étranger (Délégation Générale des Maliens de l'Extérieur), il ressort que la communauté malienne de l'extérieur se caractérise par sa forte structuration et sa capacité de mobilisation pour la cause nationale. Selon le Ministère des Maliens de l'Extérieur en 2018, la diaspora malienne représenterait environ le quart de la population totale du pays et se répartirait par ordre d'importance entre l'Afrique (majoritairement), l'Europe, l'Asie et l'Amérique.

Tableau : les maliens vivants à l'extérieur par grandes zones géographiques d'immigration

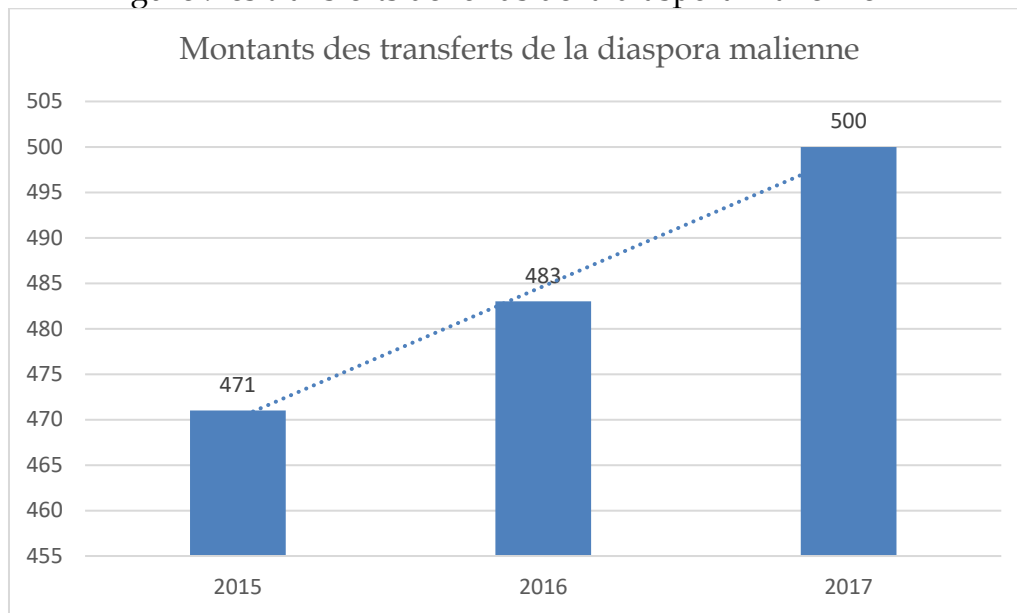
Continent	Nombre de migrants	Pourcentage
Afrique	3 631 385	96,5
Europe	102 000	2,7
Amérique	1 705	0,1
Asie	26 550	0,7
Total	3 761 530	100%

Source : construit à l'aide des données de la DGME

Le tableau montre que près de 97% des maliens vivants à l'extérieur du pays sont en Afrique. Cela s'explique par les premières raisons qui poussaient les bras valides à quitter le pays pour la Côte d'Ivoire, le Sénégal, ..., où demeure la majorité des migrants maliens. Il faut noter que les états Unis d'Amérique est le lieu où il y'a moins de maliens (0,1%). L'Europe est la seconde zone qui intéresse les maliens vivants à l'extérieur avec moins de 3%. Le nombre important des migrants maliens manifeste un dépeuplement des zones de départ de leurs bras valides. Cette potentialité de ressources humaines a quitté sa zone d'origine pour aller servir une autre économiquement meilleure. Une analyse des données du ministère des maliens vivants à l'étranger fait ressortir que l'immigration a un impact positif sur la croissance économique des pays d'origine et même d'accueil. Les migrants sont les plus grands pourvoyeurs de moyens pour l'entretien des familles restées au pays. Il ressort de cette étude l'existence de plusieurs associations de migrants qui, avec leurs partenaires participent à la mise en place d'infrastructures de base dans les localités de départ. Il s'agit notamment de la construction d'écoles, de centres de santé, d'adductions d'eau, construction de mini barrages etc.

L'essentiel des revenus issus de la migration est investis dans le social. Les autorités locales aident les bénéficiaires et les bailleurs de fonds à orienter ces capitaux vers des investissements productifs capables de générer des revenus supplémentaires et des emplois durables dans les localités de départ. Au Mali, il ressort que les transferts de fonds de la diaspora malienne sont estimés, en 2015 à 471 milliards de francs CFA ; 483 milliards FCFA en 2016 et plus de 500 milliards FCFA en 2017.

Figure : les transferts de fonds de la diaspora malienne



Source : construit par l'auteur à l'aide des données du DGME

Il est remarquable que le transfert augmente de plus de dix milliards par an. À l'aide de ce mouvement monétaire, la diaspora contribue au développement du pays à travers des envois de fonds pour la réalisation des projets de leurs zones de départ. Les migrants maliens réalisent des investissements dans tous les secteurs de la vie socioéconomique. La prise en charge des dépenses familiales ainsi que la construction de mosquées, d'espaces de loisirs pour les jeunes, de châteaux d'eau, des écoles, des centres de santé sont à l'actif des associations de migrants. Ils ont construit des pistes rurales, des mini barrages et ils ont réalisé des investissements agricoles comme l'aménagement de périmètres irrigués (cas de Somankidi coura et de Yélimané dans la région de Kayes). En plus des projets structurants dans le cadre de l'entrepreneuriat, il convient de signaler l'existence d'investissements symboliques à l'instar des maisons en parpaing, des villas et des immeubles en ville tout comme au village, l'achat de voitures d'occasion et/ou de luxe, de motos, et d'autres biens importés (TV, smartphone, tablette, réfrigérateurs, micro-ondes, etc.).

Dans la région de Sikasso, l'essentiel des intrants agricoles sont financés par les résidents à l'extérieur de leur localité. La qualification de la main d'œuvre et le choix de projets productifs relèvent en grande partie de l'expérience et de la compétence des migrants qui jouent en plus du financement le rôle de conseiller technique dans leurs zones de départ. Les jeunes diplômés sans-emplois qui ont migré pour la recherche d'un lendemain meilleur sont les principaux bailleurs de fonds des activités de développement de leur pays de départ mais aussi contribuent au développement du pays d'accueil par le biais de paiement d'impôts. L'apport positif de la migration dans les pays ne doit pas nous amener à oublier que l'immigration est à la base de fuite des cerveaux également et les conséquences de cette perte de ressources humaines est inestimable pour un pays en voie de développement.

Ces résultats nous conduisent à poser un certain nombre de questions à savoir :

- Est-ce que les interventions de la diaspora dans la gestion des affaires des localités de leur provenance n'est pas souvent source de mésentente ?

- Est-ce que les risques encourus par les migrants en valent la peine ?
- La migration est-elle rentable pour les pays de départ et défavorable pour les pays d'accueil ?
- Pouvons-nous confirmer que la migration a un effet dévastateur sur la société en dépeuplant certaines localités de sa main d'œuvre valide et en tuant progressivement certaines activités locales ?
- Quelle politique migratoire doit être mise en place pour atténuer les inconvénients de la migration ?

Conclusion

Il est à noter que les migrants sont les moteurs économiques et financiers du développement de leurs villages d'origine. Les actions de nos compatriotes migrants en faveur de leur pays d'origine sont multidimensionnelles. Elles sont entre autres la construction d'écoles, de centre de santé, de micro-barrages, des magasins de produits vivriers. Les actions des migrants montrent une grande diversité d'approches nourries de la richesse multiculturelle et révèlent que les migrations internationales apparaissent de plus en plus comme des facteurs d'enrichissement mutuel entre territoires. Mais il faut reconnaître que tout n'est pas rose car la majeure partie des migrants emprunte des voies non officielles et non sécurisées (migration irrégulière) pour aller à l'extérieur. Il est donc indispensable pour les dirigeants du Mali et les pays d'accueil de la diaspora malienne de coopérer pour démanteler les réseaux de migration illégale, derrière lesquels se cache un trafic épouvantable et mafieux d'êtres humains. Pour lutter contre le phénomène de migration irrégulière, le gouvernement doit encourager le développement mutuel et permettre aux candidats potentiels de bénéficier de conditions de vie et de travail décentes dans leurs propres pays.

Références bibliographiques

- Organisation Internationale pour les Migrations, (2021), enquêtes sur la présence des migrants dans les régions de Kayes et Sikasso, PP 05-23 Bamako, Mali.
- Boubtane, E., (2019), Les effets économiques de l'immigration pour les pays d'accueil, dans l'économie politique, 2019/4 (N° 84), pages 72 à 83.
- Ministère des maliens de l'extérieur, (2018), Migration et développement et les défis de la migration irrégulière, Bamako, Mali.
- Dicko, B. E., (2018), La gouvernance de la migration malienne à l'épreuve des injonctions contradictoires de l'UE
- Albis, H., (2015), l'immigration aurait un effet positif sur les salaires, « Enjeux-Les Échos ».
- Kiguchi, T., (2013), "The macroeconomics of immigration," MPRA Paper 45517, University Library of Munich, Germany. Handle
- Deschamps, P., (2013), les immigrés stimulent-ils et favorisent-ils la croissance ? « Enjeux-Les Échos ».
- Chojnicki, X., (2011), Impact Budgétaire de l'immigration en France, revue économique 62(3):531-543, Lille, France.
- Jean, S., et Jimenez, M., (2011), the unemployment impact of immigration in OECD countries, European Journal of Political Economy, Elsevier, vol. 27(2). Pages 241-256, June.
- Traoré, S., (2010), la migration irrégulière au Mali : un état des lieux CARIM_ASN.